



OBSTACLES À LA COHÉSION SOCIALE ET DYNAMIQUES DE VIOLENCE IMPLIQUANT LES JEUNES DANS L'ESPACE URBAIN

Les voix des populations des communes d'Abobo, Treichville et Yopougon dans le district d'Abidjan (Côte d'Ivoire)

Résumé du rapport de recherche participative



Le contenu de ce document ne reflète pas l'opinion officielle de UNICEF ou du PNUD. La responsabilité des informations et points de vue exprimés dans ce dernier incombe entièrement aux personnes consultées et aux auteurs.



Sommaire

Résumé exécutif	6
Au-delà de la recherche, un travail de rapprochement et de déconstruction des imaginaires.....	9
Au-delà du diagnostic, des actions pour le changement.....	10
Le défi à relever: un rapprochement entre les autorités et les populations.....	11
Perspectives électorales et urgence programmatique.....	12
 Recommandations et pistes de réflexion	 14
Autour de la question de la gare et des acteurs qui y opèrent.....	14
Autour des Espaces de Discussion de Rue (EDR).....	18
Autour de l'école, ses transformations et la dynamique de violence.....	20
Au sein de la famille et ses mutations récentes	22
Autour de la diversité sociopolitique et les questions d'identité.....	24
 Conditions de faisabilité et de réussite	 26

Obstacles à la cohésion sociale et dynamiques de violence impliquant les jeunes dans l'espace urbain

*Les voix des populations des
communes d'Abobo, Treichville
et Yopougon dans le district
d'Abidjan (Côte d'Ivoire)*



| Résumé exécutif



La ville d'Abidjan concentre, avec l'ouest forestier, l'essentiel des foyers et acteurs de la tension et de la violence sociopolitique qui affectent depuis plus d'une décennie la Côte d'Ivoire. Alors que le pays est sur le point d'entrer en période pré-électorale, la présente recherche participative et inclusive, cofinancée et mandatée par l'UNICEF et le PNUD vise à diagnostiquer les obstacles à la cohésion sociale et les dynamiques de violence impliquant les jeunes en milieu urbain. Réalisée sur une période de 6 mois, il s'agissait, à travers la mise en dialogue, de permettre aux participants à ce processus, d'une part, d'analyser leurs vécus et perceptions, eu égard aux violences cycliques passées, d'autre part, de mieux comprendre les défis auxquels ils font face, afin d'esquisser des pistes de solutions pour juguler la dynamique de violence.

Ce travail de recherche a été effectué, suivant trois phases séquentielles distinctes nécessaires pour créer un climat de dialogue sécurisé et ouvert, assurer l'implication de personnes légitimes, prêtes à s'asseoir pour dialoguer de manière constructive et en confiance: (i) La facilitation d'espaces de dialogue informés par des recherches académiques et la réalisation d'entretiens individuels avec des personnes ressources des communes d'Abobo, Treichville et Yopougon; (ii) Des restitutions au niveau communal visant à vérifier que les données recueillies reflètent les discussions et collecter des éléments de diagnostic additionnels ; (iii) Un Groupe Urbain regroupant 70 participants et offrant un cadre de dialogue à des représentants communautaires des différentes communes, n'ayant pas encore eu l'occasion de se rencontrer, et étant séparés du fait de leur appartenance politique, ethnique, ou encore du fait de leur âge, genre, origine sociale, etc.

Ce processus a permis d'engager plus de 750 participants issus des différentes composantes de la société de la

base au sommet (dont les deux tiers de jeunes âgés de 10 à 34 ans), dans une dynamique de réflexion collective et critique.

Il en est ressorti quatre principaux facteurs structurant le délitement constant de la cohésion sociale et nourrissant les dynamiques de violence impliquant les jeunes dans les communes d'Abobo, Treichville et Yopougon. Il s'agit en l'occurrence de: (i) l'économie politique des diversités sociales et rhétoriques autour des identités, (ii) du délitement du système scolaire, (iii) de la recomposition des structures de la famille et l'apparition de nouveaux modèles de réussite sociale et (iv) des luttes pour le contrôle des espaces économiques que sont les gares routière.

S'agissant du premier facteur, les représentants des communes d'Abobo, Treichville et Yopougon consultés ont mis en exergue le fait que, depuis la colonisation française, leurs communes sont le creuset d'une forte mixité sociale, résultats des vagues de migrations portées par l'attrait économique de la ville et façonnée par une architecture urbaine promouvant le mélange des populations en fonction de leurs caractéristiques socioéconomiques. Cette diversité sociale semble être, depuis plusieurs décennies travaillées par des dynamiques de division nourries par des rhétoriques et pratiques sociopolitiques autour des identités des populations. En effet, l'accès aux opportunités économiques offertes par la ville d'Abidjan a donné lieu, avec le temps, à une compétition dans laquelle, certains natifs « autochtones » de la Côte d'Ivoire se sont sentis lésés. Dès lors, sont apparues des questions relatives à l'« Ivoirité » (autrement dit, qui a le droit de se prévaloir de la nationalité ivoirienne et qui doit en être exclu. Ce questionnement s'est accompagné de discours et pratiques qui ont généré d'importantes frustrations dans l'ensemble de la population. Le retour

au multipartisme en 1993 et la compétition électorale qui s'en est suivie a pour sa part ravivé des tensions de cohabitation entre les communautés. En effet, au cours des échéances électorales, un important travail de marketing des identités et de leurs frustrations est généralement réalisé par les acteurs politiques pour engager les populations, principalement les jeunes, dans la violence politique.

« Il ne faut pas croire que ce sont les ivoiriens seuls responsables, qui sont xénophobes, qui sont racistes ou qui sont tribalistes. Il y a aussi les communautés étrangères qui ont aussi ces caractères-là. Nous vivons en communauté ; ceux qui viennent de la même communauté, parlent la même langue. Ceux qui sont [de] la même localité constituent une tribu ; ceux-là, ils ne veulent pas que quelqu'un les approche ou ne veulent pas s'ouvrir aux populations pour les intégrer. Donc, ils s'enferment, ils vivent en cercle fermé. »

K. I, 34 ans, communauté CEDEAO, Yopougon

S'agissant de la question de l'école, elle était considérée jusqu'à récemment comme le principal moteur de la mobilité sociale en Côte d'Ivoire, permettant à tous

les enfants, quelle que soit leur origine sociale, de bénéficier de formations techniques et d'avoir accès à des diplômes leur permettant d'accéder à un emploi et à tout ce que cela induit. Seulement, confrontée à une crise structurelle qui dure depuis au moins trois décennies, l'école a vu sa fonction d'éducation et de formation se délégitimer. Comme l'ont expliqué les jeunes consultés, l'école est devenue un territoire à contrôler pour montrer le potentiel de production de violence dont sont capables certains jeunes et de la sous-traiter dans d'autres espaces comme le champ politique.

Dans les trois communes ciblées par cette recherche, était fait de groupes d'élèves se constituant pour se confronter, de sorte à prouver leur « maîtrise du terrain », ou d'écoles se confrontant les unes aux autres pour se construire une réputation dans la violence. Dans un tel contexte, les lignes de fracture qui balafreront la société se transposent dans le milieu scolaire. Les luttes politiques sur fond de confrontation des frustrations et des ressentiments s'y déportent également, via les mouvements syndicaux d'enseignants ou d'élèves.



Par ailleurs, nombreux sont les exemples cités par les participants d'aînés (les maîtres) se confrontant parfois violemment aux cadets (les élèves), l'argent et les femmes étant généralement au centre des oppositions. Ainsi, il apparaît que toute une écologie de la violence s'enracine autour et au sein des écoles, alimentée par la présence d'espaces de consommation de substances illicites telle que la drogue, etc. Face à cette situation, le rôle de l'Etat et des parents est questionné.

« Quand tu vas à l'école au lieu d'étudier on te dit que tu as un droit de revendication. Et dans ce droit de revendication, quand tu casses, tu brûles, la société ne peut pas t'arrêter pour te dire pourquoi tu as cassé, tu as brûlé. (...). On a appris à l'école à l'homme à se battre avec machette. (...). L'école n'a plus servi de base de l'éducation pour nos enfants. On a appris aux enfants à devenir violents à l'école. »

K. J., 60 ans, Communauté akan, Treichville

Au niveau des effets de la recomposition des modèles familiaux de base, les consultations ont montré que la difficile conjoncture économique des années 1970-1980, a lourdement affecté les ménages dans l'espace urbain abidjanais. Ainsi, nombre de chefs de familles ont perdu, en même temps que leur capacité à subvenir aux besoins des familles, leur autorité. Le modèle de fonctionnement familial basé sur une répartition des tâches dans laquelle le père est supposé travailler pour subvenir aux besoins de la famille pendant que la mère reste généralement à la maison pour élever et éduquer les enfants, semble alors avoir fait faillite aux yeux de nombreux Ivoiriens. Femmes et enfants, contraints de se débrouiller pour les premières et de se « chercher » pour les seconds, sont devenus dans bien des cas les pourvoyeurs de revenu pour la famille. Dans ce contexte, nombre d'enfants, sont contraints de mettre un terme à leur parcours scolaire. C'est alors dans la rue que se trouve pour certains la possibilité de s'en sortir, avoir de l'argent « chap chap » (vite vite) pour exister dans une société qui les voue à une irréversible invisibilité. Deux possibilités existent. Pour les filles, la tendance est à se lancer de façon précoce dans la prostitution, à travailler comme filles de ménage ou à s'engager dans le commerce de rue. Pour les garçons, la délinquance ordinaire, faite de petits larcins et pratiquée seule ou en groupe, ou bien le ralliement d'un espace ouvert permettant l'autopromotion par la force des muscles, la gare routière.

« Quand l'enfant est dans le ventre, c'est pour la femme. Mais dès qu'il sort, il n'est plus pour la femme. C'est pour d'abord la famille, c'est pour la communauté, c'est pour la Côte d'Ivoire. [...] Aujourd'hui nous avons démissionné, nous avons démissionné de ce que nous avons trouvé de nos parents, de nos familles... »

Y. S. O., 43 ans, Communauté akan, Abobo

Il est en effet apparu que certains segments du secteur du transport en Côte d'Ivoire offrent d'importantes opportunités de recomposition à de nombreux déclassés sociaux ou de jeunes en situation d'échec scolaire. Ceux-ci peuvent s'y garantir un revenu journalier à travers la gamme d'activités qu'il y est possible d'exercer (chauffeurs, apprentis-chauffeurs, chargeurs, chargés des encaissements, etc.). Bien plus encore, dans la nomenclature des activités qu'il y est possible d'exercer sans capital culturel initial, il reste possible de passer de la situation de simple rabatteur de clientèle à celle de propriétaire de véhicule de transport. Toutefois, au sortir des consultations menées, il ressort que le moteur même de cette mobilité sociale reste, à bien des égards, la capacité à être auteur de violence ou à s'en prémunir, car ce secteur de transport reste une « jungle », avec ses codes et ses règles. Leur transgression peut parfois coûter le bannissement, voir la mort. De fait, vu la manne économique qui y circule, la gare est un espace fortement disputé. D'un côté pour nombre d'auxiliaires de transport qui y exercent (rabatteurs, apprentis, etc.) la rétribution des prestations se fait par l'intimidation et la violence. De l'autre côté, la gestion des prélèvements effectués sur les différentes activités mettent en concurrence de nombreux groupements syndicaux, généralement portés par des politiques, par l'entremise de « généraux » ou « chefs de guerre ».

« Le syndicalisme c'est pas du vagabondage...Aujourd'hui, les 150 personnes si ça fait 10 ans c'est que y a des enfants qui... avaient cinq ans, aujourd'hui ils ont eu 15 ans; 20 ans. Ceux-là, ils se sont dirigés directement à la gare. Et quand ceux-là viennent à la gare là, ils sont comme nos petits frères et les anciens sont toujours là, mais eux sont toujours là ils savent pas où ils vont partir. On est venu tous se retrouver, la place syndicale même ne suffit plus. Donc voilà pourquoi y a le désordre partout. »

C. K., 39 ans, Dignitaires, Abobo

Les trois principaux facteurs ci-haut cités, à savoir (i) les limites de l'économie politique de la diversité sociale urbaine, (ii) le délitement du système scolaire, (iii) de la recomposition des structures de la famille et l'apparition de nouveaux modèles de réussite sociale et (iv) les luttes pour le contrôle des espaces économiques que sont les gares routières ; structurent les difficultés de cohabitation entre communautés et servent de ressort à la violence des jeunes à Abobo, Yopougon et Treichville. Ces derniers constituent les éléments majeurs fortement mis en avant par les populations consultées et sont considérés comme prioritaires pour la recherche de solutions concrètes et durables. Au-delà de l'identification des obstacles à la paix, ce processus de consultation a poussé les participants à dépasser les murs imaginaires qu'ils avaient dressés pour développer ensemble une vision d'une Côte d'Ivoire apaisée.

Au-delà de la recherche, un travail de rapprochement et de déconstruction des imaginaires



Pour mener à bien cette recherche Indigo et Interpeace ont privilégié une approche mettant les populations consultées au cœur du processus, les invitant à poser eux-mêmes le diagnostic de leur situation. Cette méthode constitue un défi en soi, compte tenu, non seulement des groupes et individus ciblés par ces consultations, mais aussi de la méfiance et des suspicitions qui ont tendance à qualifier leurs relations entre eux et envers ce type de d'initiatives. Ces consultations ont constitué, pour nombre de

participants, la toute première occasion de discuter de leurs préoccupations et de se rencontrer dans un cadre sécurisé et neutre. Une attention particulière a donc été portée à la facilitation des interactions entre les acteurs, afin d'encourager et de respecter ce temps d'écoute et de dialogue ouvert, dont les participants ont fait usage de manière répétée et inconditionnelle. Par ce moyen, des prémisses de création de (nouveaux) liens de confiance entre différentes catégories de populations engagées dans le processus ont pu être constatés à différents niveaux : (i) entre les adolescents et les parents autour de la question de la famille (ii) entre entrepreneurs de violence et populations d'usagers dans le secteur du transport, avec la participation, loin d'être acquise au départ, des « généraux » et « dignitaires » des syndicats dans les focus groupes (iii) entre résidents des différentes communes, surtout celles présentées comme antagonistes, à savoir Abobo et Yopougon.

La méthodologie de Recherche Action Participative dont s'inspire l'approche promue par Indigo et son partenaire Interpeace, se nourrit d'éléments issus du diagnostic posé par ces populations lors des consultations dans l'étape de la recherche sur les facteurs de cohésion et de division. Elle doit se poursuivre par un processus tout aussi inclusif et participatif d'identification et d'implémentation des solutions mettant les populations au cœur de l'action.



Au-delà du diagnostic, des actions pour le changement

▼

Àinsi, à mesure que les participants dans les communes d'Abobo, de Treichville et de Yopougon posaient le diagnostic des dynamiques de violence dans leur localité, ils ont été encouragés à mettre en relief des approches et ébauches de solutions, ancrés dans leurs réalités, attentes et besoins locaux. Des actions à entreprendre qui se structurent autour d'un certain nombre d'axes : (i) la régulation apaisée de l'accès à la manne générée par l'activité de transport et l'engagement des entrepreneurs de violence opérant dans et autour des gares à devenir des acteurs de changement, (ii) l'engagement citoyen et la promotion du dialogue inclusif et constructif dans les espaces de discussion de rue, le tout centré sur une participation active des jeunes de partis politiques et de groupes communautaires, (iii) la transformation de l'école en un espace pacifié et d'éducation à la non-violence, (iv) l'engagement des mères, et de façon plus globale la femme, à jouer un rôle plus positif dans l'atténuation de la violence impliquant les jeunes et à la promotion de modèles de réussite valorisant l'emploi, (v) l'accompagnement des familles dans l'atténuation du

potentiel de violence chez certains jeunes, etc.

Sur cette base, et dans l'objectif de mieux renseigner, guider et conseiller les différentes initiatives pouvant être conduites par les communautés elles-mêmes, les autorités locales et nationales, ou encore la communauté internationale, les participants au Groupe Urbain¹ ont mené un processus de réflexion autour des recommandations et pistes de solutions envisageables. Celles-ci, devraient, selon les participants, pour être mise en œuvre de façon efficiente obéir à des conditions de faisabilité: Un processus de ciblage des bénéficiaires transparent s'appuyant sur une bonne cartographie des parties prenantes, Une gouvernance inclusive du processus avec la participation des pouvoirs publics, Des solutions adossées à un diagnostic participatif et inclusif initial, Des solutions s'appuyant sur réelle implication des parties prenantes dans la formulation et la mise en œuvre de ces dernières, Une approche préventive et positive plutôt que répressive, etc.

La mise en œuvre des recommandations et solutions identifiées exigera des temps d'implémentation qui varieront selon la nature de la solution, le contexte et les ressources à convoquer qu'elles soient humaines, financières ou techniques. C'est pourquoi dans le contexte pré-électoral dans lequel la Côte d'Ivoire se trouve aujourd'hui, il est nécessaire et urgent de penser à l'avance à des stratégies de mitigation de violences qui pourraient émerger dans un climat de tensions politiques.

¹Groupe Urbain organisé les 13 et 14 mai 2015 réunissant 60 personnes appelées à valider le diagnostic sur les obstacles à la cohésion sociale et les dynamiques de violence et engager une réflexion sur des pistes de solution.



Le défi à relever: un rapprochement entre les autorités et les populations



Cette recherche participative a mis en évidence un élément transversal et structurant qui, aux yeux des populations consultées se doit d'être considéré dans toute initiative visant à réduire les facteurs de division et de violence identifiés. Il s'agit de la nécessité de créer des passerelles entre les différents niveaux de la société afin d'assurer une participation active, une confiance renforcée et une véritable inclusivité dans le processus de définition des politiques publiques visant à aborder les facteurs de division et les dynamiques de violence mis en lumière.

En somme, la mise en place d'un mécanisme de dialogue visant à rapprocher et réduire les distances verticales sources d'une déconnexion entre les populations, la société civile, le gouvernement et les élites politiques constitue, au regard de tous les participants, un élément fondamental dans la recherche de paix et de cohésion socio-politique. A leurs yeux, le tissu social ne pourra être rétabli que si la société dans son ensemble est engagée dans un processus collectif pour dépasser les facteurs de division latents autant que les réflexes identitaires afin de prévenir ces accès de violence. La paix exige un véritable engagement qui se traduirait éventuellement par un contrat social entre les différentes parties prenantes et qui fixerait les conditions grâce auxquelles chacune peut aspirer à poursuivre ses ambitions sans pour autant recourir à la violence.



Perspectives électorales et urgence programmatique

Dans moins d'un semestre, la Côte d'Ivoire renoue avec un rendez-vous majeur de la vie sociopolitique nationale : les élections présidentielles, prévues pour le mois d'octobre 2015, et celles des élus locaux qui se tiendront certainement au début de l'année 2016. Cette échéance électorale, comme les précédentes, en 1995, 2000 ou 2010 mérite une attention particulière en terme de veille et d'anticipation des risques qui pourraient être portés par l'ensemble du processus de vote. En effet, à ce jour, il est bon de noter que le pays, après les violences de 2010-2011 a entamé un processus significatif de normalisation. L'indice de sécurité a positivement évolué et, sur le plan macroéconomique, les indicateurs de développement présentés par le Gouvernement sont largement positifs.

Seulement, sur le terrain de la cohésion sociopolitique et du risque de violence, un important potentiel d'embrasement existe. En effet, le processus de DDR², bien que mené de façon structurée et volontariste, semble n'avoir pas réussi à intéresser et reconvertis toutes les factions de populations civiles jeunes qui, pendant la quasi décennie de crise se sont familiarisées au maniement des armes. En dépit les vastes efforts de la ComNat-ALPC, d'importantes quantités d'armes restent en circulation. Les confrontations entre syndicats dans le milieu du transport ont permis à la communauté nationale et internationale de se rendre compte que des armes sont en circulation dans ce milieu et peuvent être opportunément ressortis contre la force publique ou entre groupes en opposition.

Sur le plan politique, le processus électoral, débuté il y a peu par l'actualisation de la liste électorale, semble ne pas faire consensus au sein de la classe politique. Le dialogue politique engagé par le Gouvernement, les médiations de la communauté internationale semblent ne pas forcément garantir à la Côte d'Ivoire, une participation apaisée des populations aux différents scrutins. Certaines formations politiques se sont déjà engagées à lancer des actions de rue visant à dénoncer ce qui est de leur point de vue une caporalisation du processus électoral et leur musellement. En face, il n'est pas à exclure que l'on veuille leur donner

une réplique violente, certains membres de l'opposition d'hier aujourd'hui au pouvoir estimant n'avoir pas pu bénéficier d'espaces de liberté d'expression lors de la décennie de gouvernance de leurs adversaires. Dans le même registre de la défiance politique, le souvenir des violences ayant émaillées les élections municipales et régionales de 2013 dans certaines circonscriptions à Abidjan et à l'intérieur du pays restent vivaces. Même sur le plan de la cohabitation communautaire, le terreau qui nourrit les affrontements violents entre populations semble intact et tend, par endroit, à fermenter avec la récurrence de tensions entre communautés autour du foncier.

La présente recherche, sans donner dans l'alarmisme de mauvais aloi a mis en lumière que dans l'espace urbain abidjanais, d'importants facteurs de risque existent et méritent au niveau programmatique une certaine attention. Le potentiel d'enrôlement violent de jeunes dans des confrontations existe. Une propension de certaines catégories de population violentes (exemple des microbes) à orchestrer le désordre ou à en tirer bénéfice par le pillage systématique et les agressions existe. Aussi, un contexte sociopolitique trouble avant, pendant et après les élections ne peut donc que servir de prétexte à ce potentiel de violence de s'exprimer. Il importe donc que des actions anticipatives de monitoring, d'alerte, d'éducation et d'engagement communautaires préventifs contre ce risque de violence soient engagées bien en amont.

Les acteurs légitimes pour le porter existent. En effet, tout le long du présent processus, Indigo a reçu de façon constante et insistante de la part des acteurs potentiellement violents engagés eux-mêmes une demande explicite formulée de continuer le processus lancé et s'engager plus positivement. Qu'il s'agisse des entrepreneurs de violence opérant dans le secteur du transport ou de jeunes dont le potentiel de mobilisation est réel (jeunesse en connexion avec les groupements politiques, jeunes délinquants dont la violence prospère dans les situations de désordre sociopolitique, citoyens ordinaires aspirant à ne plus revivre les traumatismes des années de crises passées, etc.), la volonté de saisir toute opportunité de jouer un rôle catalyseur et prévenir un risque d'implosion au moment des élections est manifeste.

Dans la continuité des efforts investis dans ce processus, Indigo, en partenariat avec Interpeace, tacheront de capitaliser sur l'opportunité qui leur a été offerte par ses partenaires financiers de UNICEF et du PNUD de réunir toutes les volontés, voix et perspectives des populations, afin de réaliser un processus d'implémentation des solutions proposées qui peuvent leur incomber du fait de leur expertise et expérience.

²Désarmement, démobilisation et réinsertion

Recommandations et pistes de réflexion



| Recommandations et pistes de réflexion



La mise en œuvre des recommandations proposées ci-dessous nécessitera la contribution de toutes les parties prenantes, que ce soit les communautés elles-mêmes, la société civile, les autorités au niveau local et national ou les acteurs internationaux.

Autour de la question de la gare et des acteurs qui y opèrent

La recherche participative a mis en lumière les dynamiques de violence qui enserrent le secteur du transport dans les trois communes cibles du projet. Il en ressort une série de recommandations à l'endroit des deux types d'acteurs principaux qui y opèrent, d'une part les « Dignitaires » ou « Généraux » et, d'autre part, les jeunes opérant dans le secteur de la gare.

• *Concernant les rapports entre les « Dignitaires »*

Les consultations ont permis de comprendre dans quelle mesure la lutte pour le contrôle de l'espace et de la manne financière générée par le secteur du transport constitue une cause profonde de la violence dans l'espace des gares. Cette violence entre syndicats, à la tête desquels se

trouvent des « Dignitaires », est devenue endémique, rejaillissant sur les populations environnantes. En discussion avec certains dignitaires des communes d'Abobo, Treichville et Yopougon, il a été fait état de la nécessité de pacifier les rapports entre ces acteurs, à travers des initiatives dont les modalités peuvent être doubles : (i) Engager une réflexion approfondie sur le secteur du transport afin de conscientiser ses acteurs et les responsabiliser, (ii) Déconstruire la logique de violence au sein de la gare en encourageant la régulation non-violente des conflits.

Pour arriver à ces changements, les actions suivantes devraient pouvoir être implémentées :

- *Conduire un processus de dialogue / conscientisation / sensibilisation* pour aider à pacifier les rapports entre dignitaires, discuter de leurs rôles et responsabilités et des modes de régulation de l'activité du transport à Abidjan. Ce processus devrait engager toutes les parties prenantes, de la base au sommet, pour espérer offrir à ce secteur d'activité un mécanisme consensuel et non-violent de gestion de la rente importante en circulation et rassurer les usagers.

- *Offrir des alternatives socioéconomiques* visant l'autonomisation sur d'autres espaces de certains dignitaires et leurs éléments dont le profil est adéquat (gardiennage, etc.). Certains de ces dignitaires arrivent en fin de course dans leur capacité à imposer leur légitimité à d'autres plus jeunes qu'eux aux fins de les fidéliser et les mobiliser pour des opérations sur le terrain. Toutefois, ils continuent d'exercer une influence certaine qui pourrait être ainsi capitalisée en engageant avec eux certains de leurs éléments vers d'autres activités, libérant celui du transport qui sature de plus en plus et donc donne lieu à des luttes de partage d'activités à caractère souvent violent. Aujourd'hui, certains de ces dignitaires arrivent en fin de course dans leur capacité à imposer leur légitimité à d'autres plus jeunes qu'eux et à mobiliser pour des

opérations sur le terrain. Toutefois, certains continuent d'exercer une influence certaine qui pourrait être ainsi capitalisée en engageant avec leur appui certains de leurs éléments vers d'autres activités, libérant celui du transport qui sature de plus en plus et donne lieu à des luttes de partage d'activités à caractère souvent violent.

- **Concernant les jeunes opérant dans le secteur de la gare.**

Parmi les jeunes travaillant dans le secteur de la gare, certains, diplômés, détenteurs d'une qualification professionnelle ou ceux n'ayant aucune formation formelle, y ont trouvé une opportunité, faute de mieux. Aussi, d'aucuns souhaitent-ils en sortir, soit pour reprendre des études soit pour trouver un emploi en adéquation avec leurs qualifications. A l'inverse, d'autres souhaitent rester dans le secteur, mais dans un environnement plus apaisé. Il s'ensuit que des réponses ciblées doivent être apportées à ces deux catégories d'acteurs, tant au regard de la spécificité de leur profil que des besoins exprimés. Adresser ces questions pourrait passer par des actions précises visant à :

- **Mettre en place des cadres de dialogue participatifs et sécurisés** permettant de poser les bons diagnostics et d'engager les bonnes initiatives pour adresser la culture de la violence chez certains jeunes opérant dans l'espace de la gare – notamment les jeunes communément appelés « Microbes ».

Les représentants des communes cibles consultés, et certains de ces jeunes en particulier, ont formulé la volonté de voir se mettre en place des cadres de dialogue et de rencontres sécurisés et adaptés à la diversité des profils de ces jeunes permettant à ces derniers de comprendre les implications et risques liés à leurs comportements violents, pacifier leurs rapports et leur ouvrir des portes pour un engagement plus positif et pacifique. A cet égard, l'importance de prendre en compte la dimension psychosociale de ces comportements déviant a été fortement soulignée et pourrait amener certains cadres de dialogue à prendre la forme groupes de paroles ou thérapies de groupes bénéficiant de la disponibilité et présence de travailleurs sociaux pour en assurer une plus grande l'efficacité.

- **Cartographier les différents profils de jeunes en proie à la violence**

Déplorant une tendance à la simplification et la catégorisation trop rapide des jeunes opérant dans l'espace de la gare qui a tendance à non seulement

accentuer les peurs et les divisions mais aussi à rendre précaire les initiatives visant à les aider, les jeunes consultés ont mis l'accent sur l'importance de réaliser une réelle cartographie. Cela permettra d'identifier les différents profils, de mieux comprendre la trajectoire de ces derniers, de mieux informer les processus de ciblage de bénéficiaires et d'apporter des réponses mêlant un accompagnement individuel et collectif, plus en adéquation avec leur profil, attentes et environnement.

- **Encourager un engagement plus positif de ces jeunes dans leur communauté**

L'expérience en Côte d'Ivoire et d'autres contextes¹ nous démontre que le démantèlement de tels réseaux de jeunes et une approche à caractère répressif ne constituent pas des réponses adéquates, ces derniers disposant de capacités de reconstitution, d'adaptation et de mobilité importantes.

¹En Côte d'Ivoire, ces deux dernières années, les pouvoirs publics ont engagé un corps des Forces de Sécurité du pays (le CCDO, Centre de Commandement des Opérations) pour traquer les jeunes délinquants agissant sous le vocable de microbes. Dans ce sens, des fumoirs ont été démantelés, des groupes de jeunes ont été arrêtés et déférés en justice, certains sont morts. Il n'empêche que le phénomène, loin de s'estomper, s'est recomposé. Le mode opératoire de ces enfants à changer, nombre de leurs actions violentes se déroulant désormais aux premières heures de l'aube et sur des concessions, empêchant ainsi toute intervention. Localisé initialement à Abobo au départ, le phénomène a essaimé d'autres communes et même l'intérieur du pays pour étendre son spectre d'influence.

En El Salvador, un processus similaire de recherche participative mené par Interpeace a révélé que les efforts d'éradication des gangs ont jusque-là donné peu de résultats car ils se concentrent autour du démantèlement et de l'extraction des jeunes de ces derniers, leur privant ainsi de ce qui les y avaient attirés en premier lieu : un sentiment d'appartenance, d'identification et de fierté de contribuer à un mouvement. Des actions de collaborations avec les mairies pour réorienter les capacités de ces jeunes dans des activités collectives non criminelles, en consultation continu avec eux, ont pour l'instant commencé à donner des signes positifs de changement.

Plus que de simples regroupements à caractère parfois criminels et violents, les consultations dans le cadre de la présente recherche ont mis en évidence un désir profond de reconnaissance sociale et de valorisation de l'identité des jeunes opérant dans le secteur de la gare. Il s'agirait donc ici de leur faire jouer un rôle positif, à travers des actions ciblées les encourageant à susciter chez eux, un changement de perspectives. Ces actions pourraient prendre la forme, selon les profils des jeunes, de :

- o *Offres d'apprentissage, de formations à l'entrepreneuriat, notamment avec l'appui du secteur privé.* Ces jeunes n'ayant cependant pas d'autres moyens de subsistance et ayant souvent la responsabilité d'une famille, ces offres devront être accompagnées d'une compensation financière et/ ou matérielle à-même de subvenir à leurs besoins quotidiens et de les convaincre de ne pas avoir recours à des moyens criminels pour y parvenir.
- o *Reconnaissance des acquis* par l'établissement d'un mécanisme allégé et de proximité permettant aux jeunes de faire valoir leurs compétences et expérience sans passer par des procédures compliquées ou coûteuses qui finiraient par les en dissuader (ex : permis de conduire). De telles actions visent à formaliser une qualification et une expérience en même temps qu'elle valorise les jeunes concernés et leur ouvre la voie à des alternatives à la violence.
- o *Alphabétisation*, orientée vers l'acquisition de compétences spécifiques et de diplômes
- o *Activités communautaires* dans des domaines tels que l'assainissement de l'environnement et autres travaux communautaires rémunérés par des voies alternatives, durables et valorisantes comme par exemple une cotisation communautaire. L'objectif étant ici de leur faire jouer un rôle plus valorisant pour eux, et positif pour la communauté et la société dans son ensemble tout en répondant aux besoins financiers qui les attirent dans le secteur restreint du transport.
- o *Mise en connexion avec les familles*, dans le cas des mineurs. Chez nombre de ces jeunes, les itinéraires de violence ont pour point de départ un désir d'émancipation d'un cadre familial jugé oppressant ou difficile à vivre. Dans d'autres cas, c'est sur injonction des parents eux-mêmes que les enfants quittent l'environnement familial parce que n'y étant plus sous contrôle et étant jugés comme une charge dont la famille ne veut plus. L'activité de mise en connexion permettra aux parents et à ces enfants de réapprendre à se reconnaître puis à s'accepter comme membres d'une même unité de vie. Par des visites à domicile ou des « go and

see visits » encadrés et donnant lieu à des processus de dialogue familles-enfants, la confiance pourrait renaître.

o *Autonomisation financière des familles*, via notamment des activités génératrices de revenus (AGR). La promotion d'AGR en tant qu'activité structurante aidera à recomposer les liens en donnant aux parents les moyens de prendre en charge leurs enfants et, par ce moyen, d'atténuer la pression sur ces derniers. Pour beaucoup de jeunes en effet, leur violence est portée par des sollicitations financières constantes et pressantes émanant de la famille. Il s'agit donc d'offrir l'opportunité aux parents de ne plus imposer aux enfants d'être des pourvoyeurs de ressources à la maison et de permettre à la mère, au père ou aux deux de le faire. Pour tenir compte d'une recommandation des participants, la promotion des AGR devrait impliquer les deux piliers de la famille que sont le père et la mère dans le cas où il s'agirait de couples.

o *Assistance psychosociale et éducative* individuelle et collective selon les cas pour nombre de ces jeunes victimes d'un trauma important porté par la violence tous azimuts qui anime leur quotidien. Depuis leur naissance au début des années 2000, certains de ces jeunes ne connaissent et ne voient dans leur environnement que violence. La tendance à la banalisation étant donc forte chez eux, un accompagnement est donc nécessaire à ce niveau.



Autour des Espaces de Discussion de Rue (EDR)

▼

Comme l'a montré l'étude, les EDR se présentent sous diverses formes : groupements de jeunes des partis politiques, de groupes ethniques ou religieux dénommés selon les cas 'grins', 'agoras' ou encore 'parlements'. Ces derniers, très actifs au cours des consultations, ont formulé des attentes et recommandations pour un engagement et un accompagnement adaptés à leurs réalités et contexte.

• Actualisation d'une cartographie de ces espaces

Les membres d'EDR ont formulé le souhait d'un accompagnement adapté aux besoins et spécificités de chaque type d'espaces et rapide du fait du contexte pré-électoral et du rôle que ces derniers jouent dans la mobilisation politique. Pour rendre cela possible, les membres reconnaissent la nécessité de réaliser un travail de recensement exhaustif, permettant à la fois d'actualiser les espaces et de mieux comprendre leur composition, fonctionnement et ventilation.

Sur la base de cette cartographie, les actions suivantes pourront être menées :

• *Mettre en place des cadres de dialogue ouvert et inclusif* pour la promotion de la citoyenneté et la non-violence à différents niveaux. A l'origine, les EDR sont des lieux de sociabilité orientée vers le partage d'information, l'accès à des points de vue et perspectives diversifiés. Devenus des lieux d'embrigadement politique violent, leurs orientations sont devenues moins positives. Pour inverser cette tendance, il convient donc de mettre en place des cadres de dialogue dont les objectifs seront de :

- o Contribuer à faire des EDR, des espaces de dialogue ouvert et d'engagement démocratique plutôt que de mobilisation politique.

- o Promouvoir au sein des EDR la culture de dialogue comme alternative au conflit caractérisé par la violence.

- o Sensibiliser les membres des EDR et les engager pour des élections apaisées.

- o Engager les membres des EDR dans une réflexion sur leur rôle et place dans la société, notamment autour de la question identitaire.

Différents niveaux d'engagement complémentaires ont pour leur part été distingués afin de prétendre impacter ce milieu très singulier :

- o Travailler avec les acteurs au sein d'un même EDR ainsi qu'entre ceux de différents EDR, par le biais d'une approche inclusive et participative, pour renforcer la confiance et assurer un engagement plus raisonné et pacifique.

- o Promouvoir au travers de ces espaces des rencontres entre gouvernants et la population pour une compression des distances. Le constat général fait par les participants lors des consultations est que la distance entre les élites, les pouvoirs publics et les populations est grande. Il y a peu de cadres d'échange entre ces deux niveaux de la société au point où la communication semble n'être qu'unidirectionnelle et/ ou se limitant à des rassemblements où les foules sont plus interpellées qu'écoutes. De tels espaces de rencontres permettront aux voix des populations et des élites d'être entendues, leurs perspectives prises en compte ou même bravées pour qu'il émerge des consensus.

- o Créer une plateforme d'échanges en ligne consistant à délocaliser sur Internet les espaces de discussion. S'appuyant sur le succès des réseaux sociaux à Abidjan en particulier et dans l'intention de donner une résonance plus grande aux dialogues entre jeunes, la proposition de la création et l'administration, ainsi modération d'un forum de discussion sur les réseaux sociaux a été exprimée. L'idée est de dématérialiser les échanges et de leur conférer un champ de participation plus large en associant d'autres personnes non parties aux EDR.

o Organiser des activités de socialisation afin de renforcer la cohésion entre les EDR et servant de « prétexte » au rapprochement des différents groupes. Ces dernières pourraient prendre la forme de tournois sportifs, d'évènements culturels, etc. combinés à des moments de réflexion et de dialogue.



Autour de l'école, ses transformations et la dynamique de violence



Face aux difficultés auxquelles l'école est aujourd'hui confrontée, les représentants des communes d'Abobo, de Yopougon et de Treichville appellent à des actions ciblées.

- **Réaliser une cartographie des établissements scolaires à risque, en même temps qu'une typologie de la violence à l'école**

Comme pour les recommandations autour des questions de la gare et des EDR, les participants ont mis l'accent sur la nécessité de mieux comprendre et localiser les dynamiques à l'œuvre au sein et autour des écoles afin de non seulement identifier et comprendre les zones à risque mais aussi mieux cibler les interventions.

- **Mener une réflexion approfondie sur le secteur de l'éducation et la formation professionnelle au niveau communal.**

Alors que des réflexions sur l'éducation obligatoire sont en cours au niveau des pouvoirs publics, une réflexion approfondie sur le secteur de l'éducation et la formation, impliquant tous les acteurs en présence, en vue de faire le point et dégager des propositions concrètes à soumettre au Gouvernement, assurera un engagement plus fort et une responsabilité partagée des acteurs concernés, du gouvernement et autorités locales, aux écoles et corps enseignants, familles et enfants/jeunes.

- **Mettre en place/ renforcer des cadres d'échanges en milieu scolaire**

Les populations sont de moins en moins impliquées

dans la vie des écoles et leur gouvernance. Des associations de parents d'élèves existent. Mais, en dehors des levées de cotisation, elles ne sont pas nombreuses à être capables d'action collective et à porter leur voix dans la gouvernance des établissements. Au sein mêmes des établissements, en dehors de délégués de classe, il est parfois peu fait cas de l'avis des élèves. Le constat reste donc fort qu'engager le dialogue au sein des établissements scolaires et en faire un outil d'anticipation et de mitigation des dynamiques de violence est important. Il s'agira de créer des espaces formels de dialogue et d'échanges, plus inclusifs et équitables dans leurs rapport, pour toutes les parties prenantes à la vie scolaire et extrascolaire visant à mener une réflexion et des actions dans et autour de l'école. Ces espaces engageront les parties prenantes suivantes :

- o Elèves et administration
- o Administration et parents d'élèves
- o Etablissement scolaires et communautés (en lien avec la question des fumoirs par exemple)

- **Lancer une réflexion plus globale sur la fonction d'enseignant**

Alors que le rôle d'enseignant a été souvent débattu au cours des consultations, une réflexion plus globale amenant tous les acteurs du secteur éducatif à discuter de la fonction de l'enseignant, de ses responsabilités dans la transmission des valeurs morales et éthiques est souhaitée. Par ce biais, les facteurs participant à la production/ promotion de la violence ou à sa prévention/ mitigation dans l'espace scolaire et même universitaire seront mis en exergue. De plus, des fenêtres d'opportunités en adéquation avec les besoins seront identifiées pour atténuer les tensions récurrentes autour de la pratique enseignante.

- **Conduire des consultations spécifiques en milieu universitaire**

L'Université étant souvent considérée comme porteuse de violence au-delà même de son cadre immédiat (cette violence se propage souvent du secondaire, voire du primaire), il est indispensable d'engager une réflexion, d'une part, entre étudiants et d'autre part, entre les étudiants et les acteurs de l'enseignement supérieur. L'objectif d'une telle initiative consistera à mettre les acteurs en dialogue, afin qu'ils identifient eux-mêmes les facteurs de violence mais aussi de cohésion, ainsi que les moyens de les atténuer et encourager selon les cas.



Au sein de la famille et ses mutations récentes



Face aux bouleversements de la famille et de leurs effets sur l'éducation des enfants, il convient de prendre des mesures idoines. A cet effet, les participants aux consultations préconisent des réponses individuelles et collectives, en fonction des profils.

- **Créer des activités génératrices de revenus plus intégrées / globales** afin de promouvoir une plus grande autonomisation des familles. Alors que la nécessité d'encourager la création d'activités pour des groupes marginalisés dans des contextes où la place de la femme notamment évolue rapidement est indéniable, il convient de travailler plus délibérément et en symbiose sur l'ensemble des piliers de la famille nucléaire, des deux parents aux enfants. Une telle approche aura le potentiel d'assurer une plus grande autonomisation et permettra de contribuer au ralentissement de certaines mutations considérées comme néfastes dont ont fait état les populations.
- **Définir un système d'accompagnement communautaire pour la gestion des conflits familiaux.** De plus en plus, les familles sont esseulées dans le règlement de leurs conflits internes. Alors que dans le passé, le modèle de famille élargie en vigueur permettait d'adresser les problèmes des couples dans un cadre familial large, la nucléarisation et l'individualisation des familles ne l'autorise plus toujours. Il sera possible, à travers cette activité d'engager les référents communautaires les plus pertinents pour les familles (leaders religieux, doyen de communauté, etc.) à jouer un rôle positif et plus structurel dans la gestion des conflits familiaux.
- **Reconsidérer l'assistance éducative et sociale pour les familles avec des enfants à risque.** Alors que les familles font face à de grandes recompositions, les moyens humains, financiers et techniques à disposition actuellement ne permettent pas d'apporter

un appui professionnel à hauteur des besoins. Il convient donc de renforcer les capacités existantes et d'en créer de nouvelles.

- **Réfléchir autour de la famille et sa place dans la transmission de valeurs sociétales et culturelles.** De vives discussions ont eu lieu au cours des consultations autour du modèle de société et du type et moyens de transmission de valeurs qu'il est encore possible de faire assimiler par les plus jeunes. La famille, unité de base de la société est de toute évidence le lieu pour discuter et dispenser ces éléments. Il s'agira donc d'engager les familles dans un travail sur elles et de définition des modalités de transmission de modèles de vie porteurs de valeurs et de moralités sur lesquelles des initiatives ultérieures pourront s'appuyer.



Autour de la diversité sociopolitique et les questions d'identité

Pour répondre aux problématiques liées à la fracture identitaire comme facteurs structurant les difficultés de cohabitutions dans l'espace urbain et marquées notamment par la transmission générationnelle des ressentiments évoquées de manière répétée au sein des trois communes, des actions doivent être menées.

• **Mener une réflexion engageant tous les niveaux de la société autour des questions liées à la diversité sociopolitique et à l'identité.** Une telle réflexion aura pour intention de travailler sur l'un des défis identifié, tant par les jeunes que par les ainés, consistant à atténuer la transmission générationnelle des ressentiments liés aux rhétoriques et pratiques autour des identités. Pour une bonne majorité des participants aux consultations, la Côte d'Ivoire n'a pas encore soldé ses comptes avec la question identitaire. Elle reste pregnante et continue d'être convoquée dans les luttes politiques. Seule une volonté manifeste de toutes les composantes de la société d'en discuter pour lui trouver des solutions consensuelles acceptables par tous peut éviter que, de façon cyclique, le problème ne donne de l'étoffe aux difficultés de cohabitation entre communautés.

• **Encourager une pratique politique plus tournée vers le débat démocratique et le respect de la diversité sociopolitique.** Un gros défi soulevé en lien avec la question de l'identité et de la diversité sociopolitique est celui porté par la convocation de la question identitaire dans le jeu politique. Un important travail de régulation et de veille sur la nature et la qualité du discours politique doit être réalisé pour éviter les propos attentatoires à la diversité sociale. Pour cela, il importe que la pratique politique soit encadrée et qualitativement enrichie, pour éviter les

dérives, à travers la promotion d'une culture du débat démocratique, la participation citoyenne et le respect de la diversité sociopolitique.

• **Renforcer la confiance dans les instruments légaux d'accès à la nationalité.** Les pouvoirs publics ivoiriens, à travers l'appui de différents bailleurs de fond, travaillent à améliorer ses instruments légaux d'identification de ses populations, notamment à travers un processus de modernisation de son état-civil. Ce travail technique a besoin d'être conduit en parallèle d'un autre sur le délitement de la confiance que les usagers et même certains agents de l'état ont dans le fiabilité des instruments d'accès et de vérification de l'identité des populations résidant sur le territoire ivoirien. Ce travail qui viserait à rapprocher l'administration de ses administrés, non pas que sur le plan physique mais à travers une gouvernance plus inclusive et participative de l'accès à la nationalité, mèriraient d'être conduit.



Conditions de faisabilité et de réussite



Conditions de faisabilité et de réussite



1. Un processus de ciblage des bénéficiaires transparent s'appuyant sur une bonne cartographie des parties prenantes

Au cours des consultations, les populations ont mis l'accent sur le fait que beaucoup de projets échouent parce qu'ils ne concernent pas toujours les vrais bénéficiaires. Le travail de ciblage est parfois faible ou trop rapide et passe souvent à côté de ceux dont le profil et l'engagement commanderaient de les intégrer pour que les changements attendus soient réalisés. Il convient donc de privilégier des processus participatifs, inclusifs et transparents pour mieux cartographier les parties prenantes, lister les vrais bénéficiaires et les engager dans les projets.

2. Une gouvernance inclusive du processus avec la participation des pouvoirs publics

La gouvernance des initiatives implémentées restent l'un des talons d'Achille dans les mises en œuvre des projets. Pour les populations, un projet qui est accaparé par un individu ou un groupe d'individus qui ne se sentent pas redevables de la communauté est voué à l'échec. Pour éviter cela, les participants ont mis en avant l'importance de mettre en place un mécanisme inclusif de gouvernance pour tout projet.

3. Des solutions adossées à un diagnostic participatif et inclusif initial

Les participants aux consultations considèrent que de nombreuses solutions implémentées dans le cadre de projets manquent d'ancrages et semblent émanées d'expertises décontextualisées. Le problème à adresser est porté par un faisceau de facteurs qu'il convient de prendre en considération. En adresser un sans prendre en compte les autres est un élément de risque pour la réussite du projet. Plus prosaïquement, une bonne pratique serait donc pour les populations de proposer des solutions intégrées qui prendraient en compte la maximum de facteurs à adresser en même temps ou

privilégier ceux dont la résolution pourraient avoir un effet d'entraînement sur les autres.

4. Des solutions s'appuyant sur réelle implication des parties prenantes dans la formulation et la mise en œuvre de ces dernières

Si les populations participent à leur mise en œuvre, c'est le plus souvent simplement pour capter la rente qui vient avec le projet. Pour générer des changements significatifs, il importe de porter une plus grande attention à l'appropriation de ce type d'initiatives. Il est donc opportun de travailler à un engagement des parties prenantes dans une réflexion plus approfondie et informée sur le contenu et les conditions exactes de mise en œuvre des solutions – pour en assurer l'appropriation, l'efficacité et la durabilité. Cela évitera de transférer dans les localités ciblées des solutions clés en main dont le succès de la mise en œuvre resterait aléatoire.

5. Une meilleure prise en considération des temporalités

L'enracinement des divisions et de la violence dans des dynamiques historiques à long terme a fini par déteindre sur la vie politique et sociale en Côte d'Ivoire. Cela conduit à la nécessité de ne pas précipiter les processus essentiels à la transformation du fonctionnement de la société. Par conséquent, les efforts et initiatives de renforcement de la cohésion sociale et de la paix requièrent des stratégies à moyen et à long terme visant un impact cumulatif et graduel.

6. Une approche préventive et positive plutôt que répressive

En lien avec tout ce qui précède dans le contexte de la présente recherche, les différents facteurs mis en évidence appellent à une distinction entre les problèmes de fond / de société nécessitant une réponse nationale et inclusive et les actions de prévention ou

mitigation immédiates qui doivent trouver les moyens de leur ambition.

7. Une attention portée à l'intégration et la coordination des initiatives avec toutes les parties prenantes

La liste non-exhaustive des actions listées ci-dessus couvre un champ des possibles large qu'il est judicieux d'adresser en promouvant des initiatives intégrées et coordonnées. Ces dernières supposant que (i) l'Etat joue un rôle de coordonnateur et de définition d'une vision globale, (ii) les populations sont parties intégrantes de la définition de cette vision et sa mise en œuvre et (iii) que l'Etat se rapproche d'acteurs bénéficiant d'une expertise et expérience spécifiques (ONG, secteur privé, etc.).





Indigo CÔTE D'IVOIRE

Initiative de Dialogue et Recherche - Action pour la Paix

22 BP 288 Abidjan 22
Tél.: +225 20 00 05 64 - 05 57 42 81
E-mail : info@indigo-ci.org
Web : www.indigo-ci.org



Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest
Tél.: +225 22 42 33 41
E-mail : wao@interpeace.org
Web : www.interpeace.org



En partenariat avec les Nations Unies



Avec le soutien financier de



*Au service
des peuples
et des nations*

ISBN 9789966166685



9 789966 166685